

26/07/2019

Info Luttes CHER

Dans le Cher comme dans toutes les directions de France, le DDFiP a communiqué le 6 juin dernier aux sections syndicales le plan local de démantèlement du réseau. Sonnés comme tous, militants et agents, nous avons ensuite organisé la riposte.

Les agents de la sphère contrôle fiscal délocalisés à Avord dans le réseau du futur, réunis par le DDFiP le 7 juin, demanderont à être accompagnés de leurs organisations syndicales. Face aux arguments avancés, le DDFiP justifiera froidement le départ de la mission de Bourges, quelles qu'en soient les conséquences pour les agents.

Le 15 juin, Vierzon, assemblée des Maires du Cher

Diffusion de tracts à l'entrée pour informer les Maires, intervention dans le cadre de l'assemblée.

Malgré l'insistance de la Préfète et les explications données par le DDFiP présent, les Maires adopteront la motion ci-dessous par 145 voix pour et 5 abstentions

« L'association des Maires du Cher réunie en Assemblée Générale à Vierzon, samedi 15 juin 2019, s'oppose à la restructuration du réseau des finances publiques dans le département du Cher.

Cette restructuration aurait pour conséquences l'éloignement des entreprises et des particuliers des conseils nécessaires apportés par les agents des finances publiques.

Pour les collectivités, le respect de la séparation ordonnateur/comptable est incontournable, qui préserve la sécurité juridique des élus.

L'association des Maires du Cher appelle les conseils municipaux et les conseils intercommunaux à faire sienne cette motion afin que l'État entende les inquiétudes de l'ensemble du territoire »

PLAN DARMANIN

Le 25 juin, assemblée générale avec piquet dans la cour de Condé

Plus de 60 personnes étaient présentes autour d'un en-cas dans la cour de Condé. Certains collègues étaient venus de loin : Châteaumeillant, Sancoins, Aubigny sur Nère, Vierzon, les Aix d'Angillon, St Amand Montrond.

Extrait de la motion déposée auprès du DDFiP : *« Nous agents des finances publiques demandons le retrait pur et simple du plan Darmanin et du Projet de loi DUSSOP !*

Nous n'avons rien à gagner dans ce plan nous ne participerons pas à notre mise à mort ! »

c'est NON !
RETRAIT IMMÉDIAT

Les agents du contrôle fiscal s'opposent à la délocalisation de leurs services à Avord.

La quasi totalité des agents du PCE, du PCR, de la BCR, de la BDV signent une pétition signifiant leur refus d'être délocalisés.

Elle sera déposée en main propre au DDFiP à l'issue de l'AG du 25 juin. Ce dernier campe sur ses positions toujours aussi froidement. La situation personnelle des agents ne semble pas l'atteindre le moins du monde.

Conseil municipal de Vierzon le 27 juin

Répondant à l'invitation du Maire de Vierzon, les agents de Vierzon accompagnés des sections syndicales CGT-FO-Solidaires sont intervenus dans le cadre du conseil municipal pour expliquer aux élus les conséquences de la casse du réseau.

Les élus ont adopté une motion s'opposant à la restructuration du réseau local des Finances Publiques.



Le 1er juillet au soir : intervention au conseil municipal de Châteaumeillant

A la suite d'une information diffusée à l'entrée avec les collègues de la trésorerie, le Maire propose que nous expliquions dans le cadre du conseil municipal les conséquences de la disparition des services et le basculement de l'accueil sur les maisons de service au public.

Le Maire nous dira son amertume de voir le territoire être laminé. Il expliquera qu'il n'est pas dupe, que la méthode (dite concertation) ressemble étrangement à celle utilisée par la direction de La Poste pour liquider le centre de tri.

Le 2 juillet : assemblée générale avec pique-nique devant la Direction à Lahitolle

Une cinquantaine d'agents passeront pour échanger et les propositions suivantes sont retenues :

- communiqué à la presse
- tract à destination des usagers avec pétition
- affichette sur les sites supprimés pour informer de la distance à parcourir pour un usager souhaitant se rendre à l'accueil des finances publiques

Partout en France, les prises de position des élus se multiplient : le conseil régional Nouvelle Aquitaine, des conseils municipaux dans le Jura, l'Hérault, ... La colère gronde parmi les élus en Haute Pyrénées, dans les Landes, les Pyrénées Orientales, ...

Pas de pauses dans les mobilisations !

Partout en France, les agents continuent à se mobiliser : dans l'Aisne le 11 juillet ou encore le 16 juillet en Vendée les agents se rassemblent pour recevoir le Directeur général. Ils poursuivent les assemblées générales, les rassemblements comme Ille et Villaine, dans le Nord, en Isère, dans la Sarthe, à Paris ...

France Télécom est dans toutes les têtes, nous ne voulons pas subir le même sort que ces salariés qui craquent face à des coupeurs de tête !

Avec les élus, mobilisons-nous, préparons la rentrée

L'intersyndicale DGFIP Solidaires, CGT, FO, CFTD appelle à une journée nationale de grève le 16 septembre 2019 et à la tenue, partout, d'assemblées générales qui décideront des suites à lui donner.

**REUNISSONS-NOUS POUR DECIDER
NON A LA LIQUIDATION DE NOS SERVICES, NON A LA MOBILITE FORCEE
GAGNONS LE RETRAIT DU PLAN DARMANIN**